



Ambassade de France au Bangladesh
Service économique de Dhaka

Paris, le 2 décembre 2019
Affaire suivie par : Julien Deur

La filière de l'élevage bovin au Bangladesh

La filière de l'élevage bovin n'apporte plus qu'une **contribution directe très modeste au PIB** du Bangladesh, de près de 1,5% du PIB, avec 24 millions d'animaux. Toutefois, ce faible poids ne doit pas masquer des enjeux économiques, politiques et sociaux importants, comme en témoigne le défi stratégique d'autosuffisance alimentaire pour le lait et la viande, le nombre conséquent de foyers qui vivent de ce secteur en milieu rural – 70% des foyers ruraux sont impliqués – et l'importance du cuir dans la diversification des exportations.

Les filières de production de lait et de viande bovine souffrent d'un des **taux de productivité du bétail les plus faibles au monde**, s'expliquant en grande partie par de mauvaises pratiques d'élevage, par la faible pénétration des races à haut rendement et par le manque d'aliments adaptés pour les animaux. Un projet Banque Mondiale d'une enveloppe de 500 M\$ visant à améliorer la productivité a été signé en décembre 2018 et permettra d'engager des réformes nécessaires. Le manque de chambres froides et le manque de soins vétérinaires (vaccins notamment) engendrent des pertes non négligeables qui pourraient être évitées.

Vers une filière exportatrice de viande bovine halal ?

Bien que le bœuf couvre en moyenne 65% des apports en viande, le Bangladesh demeure l'un des plus faibles consommateurs de viande rouge au monde, eu égard à sa cherté. Sa production annuelle avoisine les 1,5 Mt, provenant principalement des vaches laitières de réforme et reposant presque exclusivement sur un grand nombre de petits acteurs.

Le pays souffre d'un manque d'infrastructures. Il n'existe **presque pas d'abattoirs modernes** et le secteur privé hésite encore à investir, notamment parce que les consommateurs ne sont pas disposés à payer plus cher. Le secteur est également handicapé par l'**absence de structures publiques de certification reconnues internationalement**, permettant d'assurer un contrôle de la qualité de la viande bovine. Le *Department of Livestock Services* devrait mettre en opération un laboratoire à Savar (banlieue de Dhaka) en janvier 2020 et tenter d'obtenir les certifications de l'OIE (*World Organisation for Animal Health*, <https://www.oie.int/fr/>). Enfin, le manque d'infrastructure s'illustre aussi par la **défaillance des services vétérinaires** nationaux, peu nombreux et pas toujours bien formés.

Après avoir longtemps importé des animaux et de la viande d'Inde, favorisées par les accords commerciaux du SAFTA qui lui donnent un avantage compétitif pouvant atteindre 60% au détail, le Bangladesh prévoit dorénavant de devenir exportateur de **viande de bœuf halal**. Les exportations sont encore limitées par des problèmes zoosanitaires, et par le non-respect de certaines règles de l'OIE. Seules deux entreprises, **Bengal Meat** et **Deshi Meat**, exportent de faible quantité de viande réfrigérée ou congelée vers les marchés des pays du Golfe.

Le prix du bœuf produit au Bangladesh reste toutefois très élevé par rapport aux principaux acteurs du marché mondial, en raison des coûts élevés de l'alimentation et de la logistique et d'une productivité faible. Le Bangladesh possède **la plus faible productivité d'Asie du Sud** (71 kg de viande commercialisable par animal abattu, contre 136 Kg au Sri Lanka, 103 Kg en Inde).

Depuis septembre 2019, les éleveurs peuvent souscrire à des **polices d'assurance spécifiques** auprès de deux opérateurs (*BRAC Bank Ltd* et *ShurjoMukhi Ltd*) qui les couvrent contre le risque de vol, d'accident, ainsi que contre les catastrophes naturelles.

Filière laitière, une forte croissance qui ne suffit pas à satisfaire la demande locale

Bien qu'elle connaisse depuis une dizaine d'années une **croissance soutenue** (multiplication par 4 de la production en seulement dix ans), la filière laitière reste en tension avec une production de 9,9 Mt contre une demande évaluée à 15 Mt de lait en 2018-19. Celle-ci est structurée autour de grandes coopératives laitières telles que Milk Vita (coopérative publique), Aarong et Pran qui totalisent près de 90% de part de marché. La filière laitière repose toujours principalement sur une chaîne logistique informelle. A **peine 5% rentre dans un circuit commercial formel** de transformation et de distribution.

L'industrie laitière souffre d'un **très mauvais rendement des animaux**. 70% des producteurs laitiers sont des petits exploitants, comprenant généralement une à trois vaches laitières de races locales produisant moins de 500 kg par vache et par an (plus de 2 000kg dans des pays comme le Vietnam). Selon une étude de la FAO, une meilleure alimentation des vaches laitières **permettrait de multiplier par six** la production laitière par tête.

La filière locale est concurrencée par le lait importé qui profite de faibles droits de douane et de subventions de la part des pays producteurs. Vendu parfois au même prix que le lait produit localement, le lait d'origine étrangère, souvent sous forme de poudre, bénéficie d'une meilleure image auprès des consommateurs.

Le cuir, un enjeu de diversification à l'export

Second secteur marchand à l'export avec 2,5% en valeur, les exportations de cuirs et peaux s'établissaient à environ 1 Mds\$ en 2018-19, en retrait depuis plusieurs années et loin de l'objectif de 5 Mds\$ que le gouvernement s'était fixé en 2015. Celles-ci peinent à décoller, principalement à cause du retard dans la construction de la nouvelle zone industrielle « *Savar Leather Park* », lancée en 2013 et dont l'enveloppe budgétaire s'est envolée. La station de traitement des eaux usées, qui devait être livrée en 2017, n'étant toujours pas opérationnelle, les industriels déversent ainsi les effluents polluants directement dans la rivière voisine et se voient privés pour cette raison de la certification environnementale du *Leather Working Group*, qui facilite l'accès aux marchés internationaux.

Ce secteur reste pourtant prometteur, bénéficiant de l'expertise dans le textile et de matières premières disponibles localement. Si elle advient, la rapide montée en puissance de ce secteur conduira rapidement aux **mêmes problématiques que le secteur textile** : droits des travailleurs, conditions de sécurité des usines, traitement des eaux usées, etc.